



Les nombreux chemins de l'exil



KEVIN MALSEED

Des réfugiés karens de la Birmanie jouent un rôle important dans la gestion de leurs propres camps.

La personne réfugiée : au-delà des étiquettes

PAR KEVIN MALSEED

Imaginez-vous une personne migrante. Puis une personne réfugiée. Puis une personne déplacée. Vous en faites-vous la même idée pour les trois ?

L'an dernier, les médias parlaient de *personnes migrantes* fuyant vers l'Europe. C'est seulement quand on a connu leur histoire qu'elles sont devenues *réfugiées* et que l'opinion publique a complètement changé à leur égard. Les étiquettes ont ce pouvoir partout dans le monde, comme en Birmanie, où chaque personne déplacée a son visage et son histoire, malgré des éléments communs.

Au nord-ouest de la Birmanie, plus d'un million de Rohingyas musulmans se sont fait accoler l'étiquette d'*étrangers* ou de *Bengalis*, quand une loi de 1982 a effacé toute trace de

leur histoire dans le pays. Depuis, une série d'attaques – parfois commises par l'armée birmane, parfois par des groupes de bouddhistes radicaux avec l'appui du gouvernement – en ont tué plusieurs et forcé la plupart à quitter leur foyer et leur terre. « Retournez chez vous ! » C'est ce qu'on leur dit, même si la plupart des Rohingyas n'ont aucun lien avec le Bangladesh. Nombre d'entre eux ont payé des passeurs qui les emmènent par bateau dans le sud de la Thaïlande et les font entrer clandestinement en Malaisie. En route, plusieurs sont tués ou font l'objet d'une demande de rançon par les trafiquants, ou sont remorqués en mer et abandonnés au large par les autorités thaïes. Il semble que personne ne veuille de *ces gens-là*. **PAGE 4 ▶**

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

QUAND RESTER N'EST PLUS UNE OPTION

POURQUOI LES FEMMES DEMANDENT-ELLES L'ASILE : UNE PANDÉMIE MONDIALE DE VIOLENCE

Quand rester n'est plus une option

Qu'est-ce qui vous pousserait à quitter votre pays? En Amérique centrale, le flot constant d'hommes, de femmes et de plus en plus d'enfants est désormais chose commune. Mais au Guatemala et au Salvador, en passant par le Chiapas et maintenant le Honduras, l'homologue d'Inter Pares Consejería en Proyectos (PCS) estime que, bien souvent, les gens n'ont pas d'autre choix que de partir.

PCS considère la migration comme un déracinement forcé. PCS accompagne des organisations de la base qui traitent les multiples facettes de ce phénomène : rôle des femmes et des familles de migrants disparus, protection

internationale lors du déplacement, travail migrant temporaire, etc. Fanny Polanía coordonne le programme de migration de PCS en Amérique centrale. Experte dans le domaine, elle

Les personnes migrantes ont besoin de mécanismes internationaux de protection efficaces, adaptés à leurs besoins et aux difficultés qu'elles vivent.

Des mères honduriennes recherchent des membres de leur famille disparus.



Des migrants centraméricains s'apprêtent à grimper sur *la Bestia* (la Bête), le tristement célèbre train qui les portera à travers le Mexique.



connaît aussi intimement la question, ayant quitté sa Colombie natale très jeune.

Le programme de migration de PCS étudie les modèles récurrents et les tendances dans la région. Ainsi, le Honduras a connu une augmentation spectaculaire des taux de migration depuis le coup d'État de 2009. Chaque année, 80 000 à 100 000 hommes et femmes sans papiers quittent le pays, qui a une population équivalente à celle du Québec. Le pays est ravagé par la violence, mais en l'absence de guerre officielle, les migrants du Honduras sont considérés comme des migrants économiques.

Une fois sorties de leur pays, les populations migrantes du Honduras voient leurs droits bafoués de façon régulière en cours de route. Fanny explique : « Quand ils traversent l'Amérique centrale et le Mexique, les migrants sont sans cesse exposés au vol et à l'extorsion. On les agresse, on les kidnappe, on les bat. On en fait le trafic et on les assassine, ils disparaissent et sont même parfois massacrés. Les femmes sont aussi violées et agressées sexuellement. » Pour faire la lumière sur cette situation méconnue, PCS a organisé une délégation de six spécialistes internationaux afin d'enquêter sur la situation des migrants honduriens. En présentant leur rapport à différentes autorités nationales et internationales à l'été 2015, PCS a contribué à faire connaître cette troublante réalité et pressé les autorités locales et les institutions internationales d'intervenir.

Qu'ils fuient la guerre, la pauvreté, l'inégalité ou la violence, et qu'on leur attribue l'étiquette de réfugiés ou de migrants, les gens vont toujours tenter de survivre, et partir est souvent leur seule issue à court terme. Les personnes migrantes ont besoin de mécanismes internationaux de protection efficaces, adaptés à leurs besoins et aux difficultés qu'elles rencontrent. C'est pourquoi depuis des dizaines d'années, Inter Pares collabore avec PCS et appuie son travail en vue de défendre les droits des migrants, mais aussi la capacité de chaque personne de faire le choix de rester. 

EN LIGNE Le rapport de la mission est disponible (en anglais) à interpares.ca/IVM

Pourquoi les femmes demandent-elles l'asile : une pandémie mondiale de violence

La Barbra Schlifer Commemorative Clinic de Toronto offre chaque année des services juridiques (entre autres) à plus de 4000 femmes ayant vécu de la violence, dont plusieurs demandeuses d'asile. En 2014, Amanda Dale, directrice générale de la clinique et membre du conseil d'administration d'Inter Pares, a participé à un échange avec notre homologue SORD (Organisation soudanaise pour la recherche et le développement) en vue de renforcer le travail de ses centres d'aide juridique pour les femmes. Elle nous a récemment parlé des difficultés vécues par les femmes pour obtenir l'asile au Canada.

« Le mythe le plus intéressant au sujet du droit d'asile, commence Amanda, c'est son prétendu caractère universel. De fait, il a été conçu en fonction d'un modèle de migration masculine, la dissidence politique. Le principal motif de la migration des femmes, c'est la violence contre les femmes. » Les femmes qui vivent de la violence fondée sur le genre, si nombreuses que les Nations Unies qualifient la situation de pandémie mondiale, doivent redoubler d'ingéniosité pour naviguer les lois canadiennes et obtenir l'asile ici.

Plusieurs facteurs peuvent compromettre la sécurité des femmes. Cela englobe le continuum de la violence de la part de membres de la famille ou de partenaires intimes, jusqu'au conflit d'État. En cas de bouleversement social ou de guerre, les protections normalement offertes aux femmes par la loi ou la police peuvent perdre leur efficacité. Dans les situations de violence, le fait d'enlever aux femmes leurs droits en matière de santé reproductive peut être une autre forme de contrôle. Après leur arrivée au Canada, Amanda voit beaucoup de femmes « obsédées par le devoir émanant de la nécessité de protéger leurs enfants », dont toute l'existence tourne autour de la survie de la prochaine génération.

Même s'il est très difficile d'aider les femmes et leur famille à obtenir l'asile au Canada, la clinique connaît aussi son lot de succès. Selon l'expérience d'Amanda, « l'espoir le plus cher de la plupart des gens, c'est que leurs enfants s'intègrent » à la société

En cas de bouleversement social ou de guerre, les protections normalement offertes aux femmes par la loi ou la police peuvent perdre leur efficacité.



Amanda Dale (en arrière, à gauche) et le personnel de la Barbra Schlifer Commemorative Clinic.



Amanda Dale en compagnie de Fatima Abualgasim, éminente défenseuse des droits des femmes et fondatrice des centres d'aide juridique pour femmes de SORD.

canadienne. Elle raconte l'histoire d'une mère et de sa fille « dont la vie avait été une longue fuite ». Une fois au Canada, la fille s'est épanouie pour devenir une personne qui s'affirme et qui défend ses idées. « Même si cela complique sa tâche parentale, la mère estime qu'elle a le devoir de cultiver cette indépendance et ce pouvoir d'action. » La clinique croit au pouvoir d'action de toutes les femmes et entrevoit un monde où toutes les femmes bâtissent une vie sans violence, une vision que partagent SORD et Inter Pares. 

Inter Pares est fière de compter Amanda Dale parmi les membres de son conseil d'administration.

La personne réfugiée : au-delà des étiquettes

Suite de la page 1

En Birmanie, des membres d'autres ethnies ont été déplacés à la suite de violations des droits de la personne commises par les militaires en toute impunité. La réaction de plusieurs collectivités a été de se déplacer sans cesse dans leur région pour échapper aux contrôles militaires. Sept jours après que l'armée eut brûlé sa maison, j'ai demandé à une femme depuis quand elle était déplacée. Je croyais qu'elle allait me dire « sept jours », mais elle m'a répondu « dix-sept ans ». Des centaines de milliers de personnes sont encore déplacées à l'intérieur du territoire.



KEVIN MALSEED



KEVIN MALSEED

Haut: Jack Hui Litster d'Inter Pares discute avec des réfugiés karens, dans un camp en Thaïlande.

Bas: Des réfugiés ta'ang dans un camp pour personnes déplacées internes, situé dans une zone de conflit au nord de l'État Shan.

Plus de cent mille personnes ayant vécu sensiblement la même chose sont encore dans des camps de réfugiés en Thaïlande. Environ la moitié sont des personnes *enregistrées*, arrivées avant 2005. Les autres ne le sont pas, simplement parce que les autorités thaïes ont cessé d'enregistrer les réfugiés. Les personnes *enregistrées* ont le droit d'être réinstallées à l'étranger, notamment au Canada. Les autres, non. Quand on trouve une personne enregistrée qui travaille à l'extérieur du camp,

on la renvoie au camp. Si elle n'est pas enregistrée, on la déporte.

Un million d'autres personnes ayant fui vers la Thaïlande vivent à l'extérieur des camps, comme *migrants* exerçant un emploi illégal dans

des maisons privées et des ateliers clandestins. Pour 150 000 autres personnes qui vivent en Malaisie, dont une part croissante de Rohingyas, c'est la seule option, parce que la Malaisie refuse de signer la convention des Nations Unies sur les réfugiés ou de permettre les camps sur son territoire. Régulièrement arrêtés et détenus par les autorités, ils ne font pas la une des journaux et ne reçoivent pas souvent d'aide internationale.

Inter Pares utilise vos dons et les fonds versés par le gouvernement du Canada pour financer des soins de santé, fournir des moyens de subsistance, renforcer les capacités, défendre les droits de la personne et offrir des secours aux populations déplacées de la Birmanie qui vivent ces situations. Par l'entremise d'homologues locaux, nous appuyons le travail

Plusieurs bailleurs de fonds ont cessé d'appuyer les personnes déplacées en Birmanie, croyant le problème réglé. Nous leur disons « pas encore. »

des réfugiés qui dirigent leurs camps et celui d'organismes communautaires dirigés par des personnes déplacées qui en assurent les activités. Le gouvernement canadien vient d'approuver un nouveau financement sur cinq ans pour des projets de ce genre. C'est un des rares pays qui continue à le faire. Plusieurs bailleurs de fonds ont cessé d'appuyer les personnes déplacées en Birmanie, croyant le problème réglé. Nous leur disons « pas encore. »

Les étiquettes sont presque inévitables, mais elles exercent un impact démesuré sur la marginalisation, la solidarité et la coopération. À Inter Pares, nous croyons qu'il faut voir au-delà des étiquettes et démontrer notre soutien aux personnes qui bâtissent des sociétés plus justes et plus inclusives. ☺

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario)
K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais)
Télééc : 613-594-4704
info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par le ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement.

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267